

HOOFDSTUK VII. — *Overgangsbepalingen*

Art. 41. In het onderwijs van de Franse Gemeenschap worden in de lagere graad van het secundair onderwijs, de vastbenoemde of tot de stage toegelaten personeelsleden voor het ambt van leraar technische vakken en praktijkleraar, met uitsluiting van de leraars (specialiteit huishoudkunde) en de leraars (specialiteit snit en naad), geacht vastbenoemd of tot de stage toegelaten ten zijn tot beide ambten van leraar technische vakken en praktijkleraar op de datum waarop dit besluit in werking treedt.

Als overgangsmaatregel behouden de in lid 1 bedoelde personeelsleden die vast benoemd waren tot het ambt van leraar technische vakken een beroepspraktijk (andere specialiteiten) en die een ambt met volledige prestaties uitoefenden op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het voordeel van dit volledig ambt op grond van hetzelfde aantal lestijden.

Art. 42. De vastbenoemde personeelsleden wier benoeming erkend is daar waar de erkenning bestaat, of die tot de stage toegelaten zijn voor respectievelijk de ambten van leraar oude talen in het secundair onderwijs van de lagere graad of van leraar algemene vakken (Latijn, Grieks) in het secundair onderwijs van de hogere graad, en die houder zijn van het vereiste bekwaamheidsbewijs, vastgesteld in artikel 9bis van voormeld koninklijk besluit d.d. 22 april 1969, worden geacht vast benoemd of tot de stage toegelaten te zijn in het ambt van leraar oude talen (Latijn, Grieks) in het secundair onderwijs op de datum waarop dit besluit in werking treedt.

De vastbenoemde personeelsleden, wier benoeming erkend is daar waar de erkenning bestaat, in het ambt van leraar oude talen in het secundair onderwijs van de lagere graad of het ambt van leraar algemene vakken (Latijn, Grieks) in het secundair onderwijs van de hogere graad, die geen houder zijn van het vereiste bekwaamheidsbewijs bedoeld in artikel 9bis van het koninklijk besluit d.d. 22 april 1969, behouden het voordeel van hun benoeming.

De personeelsleden, tijdelijk geworven als leraar oude talen in de lagere graad van het secundair onderwijs of als leraar algemene vakken (Latijn, Grieks) in het secundair onderwijs van de hogere graad op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, blijven het voordeel genieten van de bepalingen die voordien op hen toepasselijk waren en kunnen vast benoemd worden op de vóór de inwerkingtreding van dit besluit geldende voorwaarden.

HOOFDSTUK VIII. — *Slotbepalingen*

Art. 43. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1992.

Art. 44. De Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 augustus 1992.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs,

E. DI RUPO

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

F. 93 — 210

[S-C — 29646]

**31 AOUT 1992. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
fixant les branches apparentées dans l'enseignement secondaire de la Communauté française**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 29 mai 1959-modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, modifiée par la loi du 11 juillet 1973, notamment l'article 12bis, inséré par la loi du 11 juillet 1973;

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, modifiée par les lois des 31 mars 1967, 6 juillet 1970, 27 juillet 1971, 11 juillet 1973, 19 décembre 1974, 18 février 1977 et 2 juillet 1981, l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984, la loi du 31 juillet 1984, l'arrêté royal du 25 septembre 1984 et l'arrêté royal n° 458 du 10 septembre 1986;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1991, notamment les articles 4 et 6 modifiés par les arrêtés royaux des 22 et 31 juillet 1969, 7 mars 1979 et 1er août 1984 et l'article 4bis, inséré par l'arrêté de l'Exécutif du 24 août 1992;

Vu l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements, notamment les articles 13bis à 13quinquies, insérés par l'arrêté de l'Exécutif du 24 août 1992;

Vu l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions, donné le 29 juillet 1992;

Vu le protocole du comité de secteur IX et du comité de services publics provinciaux et locaux, 2ème section, daté du 18 août 1992;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Education;

Arrêté :

Article 1er. Dans le chapitre *Ibis* de l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements, inséré par l'arrêté de l'Exécutif du 24 août 1992, il est inséré un article *13sexies*, rédigé comme suit :

« Art. *13sexies*. Les branches apparentées visées à l'article *13bis*, alinéa 3, sont fixées comme suit :

1° Aux membres du personnel nommés à la fonction de professeur de cours généraux au degré inférieur de l'enseignement secondaire (spécificité mathématiques, arithmétique, algèbre, géométrie, physique, éducation scientifique) peuvent être confiés :

a) les cours de chimie, de sciences naturelles et de géographie dans le degré inférieur de l'enseignement secondaire s'ils sont porteurs du titre d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (section scientifique);

b) les cours de sciences économiques, sciences commerciales, commerce, comptabilité, économie politique et commerciale, produits commerciaux et initiation à la vie économique dans le degré inférieur de l'enseignement secondaire s'ils sont porteurs du titre d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (section mathématique — sciences économiques).

2° Aux membres du personnel, nommés à la fonction de professeur de cours généraux au degré inférieur de l'enseignement secondaire (spécificité géographie, géographie économique, biologie, chimie, sciences naturelles, éducation scientifique, peut être confiés le cours de physique dans le degré inférieur de l'enseignement secondaire, s'ils sont porteurs du titre d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (section scientifique) ou du titre d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (section sciences/géographie).

3° Aux membres du personnel, nommés à la fonction de professeur de cours généraux au degré inférieur de l'enseignement secondaire (spécificité sciences économiques, sciences commerciales, commerce, comptabilité, économie politique et commerciale, produits commerciaux et initiation à la vie économique) peuvent être confiés :

a) les cours de mathématique, de chimie, de sciences naturelles et de géographie dans le degré inférieur de l'enseignement secondaires ils sont porteurs du titre d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (section scientifique) :

b) le cours de mathématique dans le degré inférieur de l'enseignement secondaire. S'ils sont porteurs du titre d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (section mathématique-sciences économiques).

4° Aux membres du personnel, nommés à la fonction de professeur de cours généraux, au degré supérieur de l'enseignement secondaire (spécificité première langue, quatrième langue (si langue romane), peuvent être confiés les cours de latin dans le degré inférieur et le degré supérieur de l'enseignement secondaire et les cours d'histoire dans le degré supérieur de l'enseignement secondaire, s'ils sont porteurs du titre d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur (groupe philologie romane).

5° Aux membres du personnel, nommés à la fonction de professeur de cours généraux au degré supérieur de l'enseignement secondaire (spécificité histoire, histoire des civilisations) peuvent être confiés :

a) le cours de langue maternelle dans le degré supérieur de l'enseignement secondaire, s'ils sont porteurs du titre d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur (groupe histoire);

b) le cours de latin dans le degré inférieur et dans le degré supérieur de l'enseignement secondaire, s'ils sont porteurs du titre d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur (groupe histoire, sous-section antiquité).

6° Aux membres du personnel, nommés à la fonction de professeur de langues anciennes dans l'enseignement secondaire, peuvent être confiés les cours de langue maternelle et d'histoire dans le degré supérieur de l'enseignement secondaire, s'ils sont porteurs du titre d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur (groupe philologie classique).

7° Aux membres du personnel, nommés à la fonction de professeur de cours généraux au degré supérieur de l'enseignement secondaire (spécificité : mathématique) peut être confié le cours de physique dans le degré supérieur de l'enseignement secondaire, s'ils sont porteurs du titre d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur (groupe sciences mathématiques).

8° Aux membres du personnel, nommés à la fonction de professeur de cours généraux au degré supérieur de l'enseignement secondaire (spécificité : physique), peuvent être confiés les cours de mathématique, de chimie et d'histoire des sciences dans le degré supérieur de l'enseignement secondaire, s'ils sont porteurs du titre d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur (groupe sciences physiques).

9° Aux membres du personnel, nommés à la fonction de professeur de cours généraux au degré supérieur de l'enseignement secondaire (spécificité : biologie, chimie, histoire des sciences), peuvent être confiés les cours de physique et de mathématique dans le degré supérieur de l'enseignement secondaire, s'ils sont porteurs du titre d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur (groupe sciences chimiques).

10° Aux membres du personnel, nommés à la fonction de professeur de cours généraux au degré supérieur de l'enseignement secondaire (spécificité : sciences économiques, algèbre financière), peuvent être confiés les cours de mathématique et de sciences sociales dans le degré supérieur de l'enseignement secondaire, s'ils sont porteurs du titre d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur (groupe sciences économiques et groupe sciences commerciales).

11° Aux membres du personnel, nommés à la fonction de professeur de cours généraux au degré supérieur de l'enseignement secondaire (spécificité : sciences sociales), peut être confié le cours de sciences économiques dans le degré supérieur de l'enseignement secondaire, s'ils sont porteurs du titre d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1992.

Art. 3. Le Ministre qui a l'enseignement secondaire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 31 août 1992.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Education,

E. DI RUPO

VERTALING

N. 93 — 210

31 AUGUSTUS 1992. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de verwante vakken in het secundair onderwijs van de Franse Gemeenschap

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 22 juni 1964, betreffende het statuut der personeelsleden van het rijksonderwijs, gewijzigd bij de wetten van 31 maart 1967, 6 juli 1970, 27 juli 1971, 11 juli 1973, 19 december 1974, 18 februari 1977 en 2 juli 1981, het koninklijk besluit nr. 296 van 31 maart 1984, de wet van 31 juli 1984, de koninklijke besluiten van 25 september 1984 en nr. 456 van 10 september 1986;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel bij de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, en van de ambten der leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 2 oktober 1992, inzonderheid de artikelen 4 en 6 gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 en 31 juli 1969, 7 maart 1979 en 1 augustus 1984, en artikel 4bis, ingevoegd bij het besluit van de Executieve d.d. 24 augustus 1992;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, inzonderheid op de artikelen 13bis tot 13quinquies ingevoegd bij het besluit van de Executieve d.d. 24 augustus 1992;

Gelet op het akkoord van de Minister, bevoegd voor de begroting, d.d. 29 juli 1992;

Gelet op het protocol d.d. 18 augustus 1992 van sectorcomité IX en het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, 2e afdeling;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs,

Besluit :

Artikel 1. In hoofdstuk IIbis van het koninklijk besluit van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, ingevoegd bij besluit van de Executieve d.d. 24 augustus 1992, wordt een artikel 13sexies ingevoegd, luidend als volgt :

* Art. 13sexies. De in artikel 13bis, 3e lid bedoelde verwante vakken worden vastgesteld als volgt :

1° De personeelsleden benoemd tot leraar algemene vakken in de lagere graad van het secundair onderwijs (specifiek : wiskunde, rekenkunde, algebra, meetkunde, natuurkunde, wetenschappelijke opvoeding) kunnen met volgende vakken belast worden :

a) scheikunde, natuurwetenschappen en aardrijkskunde in de lagere graad van het secundair onderwijs als zij houder zijn van de aggregatie voor het lager secundair onderwijs (wetenschappelijke afdeling);

b) economische wetenschappen, handelswetenschappen, handel, boekhouding, staathuishoudkunde en handelseconomie, handelsprodukten en inleiding tot het bedrijfsleven, als zij houder zijn van de aggregatie voor het lager secundair onderwijs (afdeling wiskunde-economische wetenschappen).

2° De personeelsleden benoemd tot leraar algemene vakken in de lagere graad van het secundair onderwijs (specifiek : aardrijkskunde, economische aardrijkskunde, biologie, scheikunde, natuurwetenschappen, wetenschappelijke opvoeding) kunnen worden belast met het vak natuurkunde in de lagere graad van het secundair onderwijs mits zij houder zijn van de aggregatie voor het lager secundair onderwijs (wetenschappelijke afdeling of afdeling wetenschappen/aardrijkskunde).

3° De personeelsleden benoemd tot leraar algemene vakken in de lagere graad van het secundair onderwijs (specifiek : economische wetenschappen, handelswetenschappen, handel, boekhouding, staathuishoudkunde en handelseconomie, handelsprodukten en inleiding tot het bedrijfsleven) kunnen worden belast met de vakken :

a) wiskunde, scheikunde, natuurwetenschappen en aardrijkskunde in de lagere graad van het secundair onderwijs; mits zij houder zijn van de aggregatie voor het lager secundair onderwijs (wetenschappelijke afdeling);

b) wiskunde in de lagere graad van het secundair onderwijs, mits zij houder zijn van de aggregatie voor het lager secundair onderwijs (afdeling wiskunde-economische wetenschappen).

4° De personeelsleden benoemd tot leraar algemene vakken in de lagere graad van het secundair onderwijs (specifiek : 1e taal, 4e taal indien het een Romaanse taal is) kunnen belast worden met het vak Latijn in de lagere en de hogere graad van het secundair onderwijs en met het vak geschiedenis in de lagere graad van het secundair onderwijs mits zij houder zijn van de aggregatie voor het hoger secundair onderwijs (groep : Romaanse filologie).

5° De personeelsleden benoemd tot leraar algemene vakken in de hogere graad van het secundair onderwijs (specifiek : geschiedenis, beschavingsgeschiedenis) kunnen worden belast :

a) met het vak moedertaal in de lagere graad van het secundair onderwijs mits zij houder zijn van de aggregatie voor het hoger secundair onderwijs (groep : geschiedenis);

b) het vak Latijn in de lagere en de hogere graad van het hoger secundair onderwijs (groep : geschiedenis, onderverdeling Oudheid).

6° De personeelsleden benoemd tot leraar oude talen in het secundair onderwijs kunnen worden belast met de vakken moedertaal en geschiedenis in de hogere graad van het secundair onderwijs mits zij houder zijn van de aggregatie voor het hoger secundair onderwijs (groep : klassieke filologie).

7° De personeelsleden benoemd tot leraar algemene vakken in de hogere graad van het secundair onderwijs (specifiek : wiskunde) kunnen worden belast met het vak natuurkunde in de hogere graad van het secundair onderwijs, mits zij houder zijn van de aggregatie voor het hoger secundair onderwijs (groep : wiskunde).

8° De personeelsleden benoemd tot leraar algemene vakken in de hogere graad van het secundair onderwijs (specifiek : natuurkunde) kunnen worden belast met de vakken wiskunde, scheikunde en geschiedenis van de wetenschappen in de hogere graad van het secundair onderwijs mits zij houder zijn van de aggregatie voor het lager secundair onderwijs (groep : natuurkunde).

9° De personeelsleden benoemd tot leraar algemene vakken in de hogere graad van het secundair onderwijs (specifiek : biologie, scheikunde, geschiedenis van de wetenschappen) kunnen worden belast met de vakken natuurkunde en wiskunde in de hogere graad van het secundair onderwijs, mits zij houder zijn van de aggregatie voor het hoger secundair onderwijs (groep : scheikunde).

10° De personeelsleden benoemd tot leraar algemene vakken in de hogere graad van het secundair onderwijs (specifiek : economische wetenschappen, financiële algebra) kunnen worden belast met de vakken wiskunde en sociale wetenschappen in de hogere graad van het secundair onderwijs, mits zij houder zijn van de aggregatie voor het hoger secundair onderwijs (groep : economische wetenschappen of groep handelswetenschappen).

11° De personeelsleden benoemd tot leraar algemene vakken in de hogere graad van het secundair onderwijs (specifiek : sociale wetenschappen) kunnen worden belast met het vak economische wetenschappen in de hogere graad van het secundair onderwijs, mits zij houder zijn van de aggregatie voor het hoger secundair onderwijs (groep : economische wetenschappen of groep handelswetenschappen).

Art. 2. Dit besluit treedt op 1 september 1992 in werking.

Art. 3. De Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 31 augustus 1992.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap,
De Minister van Onderwijs,
E. DI RUPO

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 93 — 211

24 DECEMBRE 1992. — Ordonnance relative à la mise à disposition de l'Exécutif des membres du personnel d'organismes publics, transférés à la Région (1)

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 107^{quater} de la Constitution.

Art. 2. Sont mis à la disposition de l'Exécutif les membres du personnel transférés à la Région de Bruxelles-Capitale, en provenance de l'Institut économique et social des Classes moyennes, de l'Office belge du commerce extérieur, du Fonds des Routes et du Bureau du plan.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 24 décembre 1992.

Le Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale et Ministre de l'Aménagement du Territoire, des Pouvoirs locaux et de l'Emploi,

Ch. PICQUE

Le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

J. CHABERT

Le Ministre du Logement, de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et de la Politique de l'Eau,

D. GOSUIN

Le Ministre de l'Economie,

R. GRIJP

Le Ministre des Travaux publics, des Communications et de la Rénovation des Sites d'Activités économiques désaffectés,

J.-L. THYS

(1) Session ordinaire 1991-1992 :

Documents du Conseil. — N° A 197/1, projet d'ordonnance.

Session ordinaire 1992-1993 :

Documents du Conseil. — N° A, 197/2, rapport. — N° A, 197/3, amendement après rapport.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 11 décembre 1992.

MINISTERIE VAN HET BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 93 — 211

24 DECEMBER 1992. — Ordonnantie waarbij naar het Gewest overgegangene personeelsleden van openbare instellingen ter beschikking van de Executieve worden gesteld (1)

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 107^{quater} van de Grondwet.

Art. 2. Ter beschikking van de Executieve worden gesteld de personeelsleden die van het Economisch en Sociaal Instituut voor de Middenstand, de Belgische Dienst voor Buitenlandse Handel, het Wegenfonds en het Planbureau zijn overgegaan naar het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 24 december 1992.

De Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve en Minister van Ruimtelijke Ordening, Ondergeschikte Besturen en Tewerkstelling,

Ch. PICQUE

De Minister van Financiën, Begroting, Openbare Ambt en Externe Betrekkingen,

J. CHABERT

De Minister van Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud en Waterbeleid,

D. GOSUIN

De Minister van Economie,

R. GRIJP

De Minister van Openbare Werken, Verkeer en Vernieuwing van Afgedankte Bedrijfsruimten,

J.-L. THYS

(1) Gewone zitting 1992-1992 :

Documenten van de Raad. — Nr. A 197/1, ontwerp van ordonnantie.

Gewone zitting 1992-1993 :

Dokumenten van de Raad. — Nr. 1 197/3, verslag. — Nr. A 197/3, amendement na verslag.

Volledig verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 11 december 1992.